



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)

E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

22/09/2021

## **Unir et lutter pour augmenter les salaires, en finir avec la pauvreté**

La question des salaires que s'emploient à enterrer depuis des décennies les gouvernements et le patronat revient avec force au devant de l'actualité et constitue une part importante des actions revendicatives des salariées. Selon un sondage OpinionWay-Square près de six français sur dix estiment que leur pouvoir d'achat a baissé avec Macron. Il faut dire que la pandémie avec le chômage partiel de masse a accentué l'appauvrissement d'une partie de la population qui ressent encore plus durement les augmentations des prix et ceux qui peinent à joindre les deux bouts sont de plus en plus nombreux.

Ce constat, les données sur la pauvreté le confirment. Ainsi, le récent sondage du Secours Populaire met en lumière la profondeur du phénomène et ce dernier alerte sur la montée de la misère. Aujourd'hui, on compte près de neuf millions de pauvres en France. C'est un million de plus qu'il y a dix ans! Le choc de la crise se juge par le fait qu'une majorité (55 %) a dans son entourage, familial ou amical, au moins une personne aux prises avec la pauvreté. Une nouvelle illustration de ce que les différentes formes de pauvreté (monétaire, privation matérielle et privation sociale) sont très répandues. Elles touchent 21 % des Français, selon l'Insee (septembre 2021). Globalement, la capacité à boucler son budget a diminué : près d'un tiers de la population (32 %) rencontre désormais des difficultés pour payer son loyer, son emprunt immobilier ou ses charges liées au logement (+7 points). En matière de santé, ils sont 29 % à avoir du mal à disposer d'une mutuelle santé (+8 points). Résultat, plus du tiers (36 %) est toujours embarrassé pour payer les actes médicaux dont le gouvernement a baissé voire supprimé le remboursement par la Sécurité sociale. L'enquête comme les données disponibles montrent aussi clairement comment la situation des jeunes s'est détériorée et chacun a en mémoire ces étudiants faisant la queue pour une aide alimentaire.

On comprend dans ces conditions que la flambée des prix de l'énergie (déjà + 8% sur le gaz et + 7 à 8% prévus en février, tandis que l'essence à la pompe est en passe d'atteindre les 2 euros!) et alimentaires (+ 8,2%), est vécue avec colère et angoisse par une partie importante des salariés, de leurs familles et de la jeunesse. Tout indique que ces augmentations ne font que commencer car tous les indicateurs montrent que les prix des matières premières alimentaires ou non sont en forte hausse et sont l'objet d'une intense spéculation.

Face à cette situation le pouvoir et le patronat manœuvrent. Le gouvernement ne veut rien lâcher pour les agents des fonctions publiques et bloque toujours la valeur du point d'indice qui détermine le salaire. Les fonctionnaires ont perdu en terme de pouvoir d'achat indiciaire entre 300 et 800 euros depuis 2010, alors que la contribution retraite dans le même temps est passée de 0,27 % en 2010 à 3,25 % en 2020.

S'il consent à des ajustements, ils se font à la marge le plus généralement sous forme de primes dont la pérennité n'est pas assurée et chaque fois, il y faut la pression des luttes des salariés pour débloquer - un peu- la situation. Dans le privé le patronat ne veut pas d'augmentation du SMIC pour bloquer les grilles salariales. Il préfère jouer avec la complicité active de l'État sur la baisse des cotisations sociales qui notons le au passage sont aussi du salaire. De fait si en apparence ces baisses font monter, si peu, le salaire apparent sur la feuille de paye, elle n'en constituent pas moins une baisse globale de ce dernier en termes de droit ouvert au salarié.

Pour le patronat, comme pour l'État, le salaire qu'il soit direct ou socialisé, c'est la pierre de touche de l'exploitation du travail salarié. Prix de la force de travail, il doit, le maintenir le plus bas possible pour engranger le maximum de profits. Prix, salaires et profits sont donc bien un ensemble indissociable qui est au coeur de la lutte de classe. C'est pourquoi, il y a un tel acharnement du patronat et de son pouvoir politique pour éviter une montée des salaires. mais pour les salariés c'est la condition indispensable de leur vie et ils doivent lutter pour s'en assurer le maintien et au-delà l'augmentation pour vivre mieux et pour beaucoup de s'extraire de la pauvreté.

Que cette question revienne avec force comme une exigence revendicative est donc un indice important de la volonté des salariés de ne pas se laisser faire et de ne pas accepter leur situation. Le salaire conditionne la protection sociale, la consommation, l'emploi. La hausse des salaires, c'est l'exigence que doivent porter de plus en plus fort les travailleurs.

Qu'elle soit placée au cœur de l'initiative intersyndicale du 5 octobre est une bonne chose. La pression doit grandir pour imposer une augmentation du SMIC, dont les enquêtes montrent que les salariés en estiment le minimum à plus de 2.000 euros. La pression doit aussi grandir pour que toutes les grilles de salaires soient revalorisées.

Notre Comité National dont vous pourrez lire le rapport introductif, montre que tout cela n'est pas du rêve. Les moyens existent pour satisfaire ces revendications, mais pour cela, il y faut un rapport de force que seule la lutte unie des travailleurs peut imposer en même temps qu'elle pose la question de mettre fin au système d'exploitation capitaliste.